

# A Berlin, Chirac prône un «groupe pionnier» pour l'UE

Il plaide aussi pour une «Constitution européenne».

Hanovre, Berlin  
envoyés spéciaux

Tout va mieux entre l'Allemagne et la France: le chancelier Gerhard Schröder s'est révélé un supporter enthousiaste des Français lors du match de dimanche soir contre l'Espagne. A la petite table du *Königsberg* – le restaurant préféré du chancelier dans sa ville de Hanovre –, où s'étaient retrouvés dimanche soir Gerhard Schröder, Jacques Chirac, leurs épouses Doris et Bernadette, et leurs deux interprètes, le chancelier a vite abandonné la conversation pour suivre le match France-Espagne retransmis par un téléviseur placé tout exprès. Après quelques dizaines de minutes de conversation en face de Chirac, Schröder a cédé son siège à l'interprète pour mieux se concentrer sur le foot.

**Émerveillement.** Le lever de rideau de la première visite d'Etat d'un président français en Allemagne depuis celle de Mitterrand en 1987, s'est ainsi voulu délibérément léger pour tenter de nouer des liens plus intimes. Lundi matin, les deux couples ont consacré près de deux heures à visiter les pavillons de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne à l'exposition universelle de Hanovre. L'occasion de quelques émerveillements: «*J'imagine qu'ici, ça symbolise l'univers*», s'est exclamée Bernadette Chirac sous la voûte étoilée du pavillon de l'Union européenne (UE). Les deux hommes ont posé devant la maquette de l'A3XX, le futur Airbus gros porteur, ou devant un pan arraché du mur de Berlin. Il a fallu pourtant renoncer à l'image qui aurait été la plus forte: Schröder et Chirac hissés par la pièce d'un euro, qui sert d'ascenseur dans le pavillon de l'UE; les services de sécurité craignaient qu'ils ne restent coincés sur leur euro.

Au-delà de ces prologues créatifs, cette visite se veut bien sûr consistante sur le fond. Dans un discours très attendu devant le Reichstag, siège retrouvé du Parlement allemand à Berlin, Jacques Chirac doit présenter aujourd'hui les ambitions de la présidence française de l'Union européenne qui débute le 1<sup>er</sup> juillet et esquisser une réponse à la vision d'une «*fédération européenne*» récemment développée par le ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer. Même si l'Elysée se défend de vouloir formuler une réponse officielle à ce qui ne fut que le



Jacques Chirac et madame à leur arrivée, hier à l'aéroport de Berlin.

«discours d'un homme privé», il est clair que Jacques Chirac entend profiter de ce voyage, sans Lionel Jospin à ses basques, pour montrer que lui aussi est capable de donner un horizon à l'Europe tout en restant un bon défenseur de la nation.

Chirac veut lancer sa formule à lui, la constitution d'un «groupe pionnier» pour reprendre l'idée de Fischer d'une «*avant-garde*» des pays de l'Union européenne les plus ambitieux, les six fondateurs plus l'Espagne, qui continueraient à aller de l'avant grâce à des «co-

opérations renforcées». L'idée fondamentale est la même que celle de Fischer: éviter la «dilution» de l'intégration euro-

«Les Quinze commencent à se rendre compte de la nécessité de faire un effort si l'on ne veut pas que l'élargissement conduise à une Europe qui tomberait en panne.»  
Jacques Chirac

péenne dans une Union élargie à près de 30 pays. Le défi est de trouver une formule ambitieuse tout en évitant les mots qui fâchent: «Europe fédérale» ou «noyau dur».

«Un tournant». A l'université Humboldt de Berlin, là même où Fischer avait tenu son discours clé, le chef de l'Etat a encore

une fois hier loué cet «*excellent discours*», tombé «*au bon moment où les Quinze commen-*

cent à se rendre compte de la nécessité de faire un effort si l'on ne veut pas que l'élargissement conduise à une Europe qui tomberait en panne». Devant un parterre d'étudiants, Chirac n'a pas eu peur des grands mots: «*Nous sommes à un de ces tournants qui émaillent la route de l'Histoire*». Pour définir son approche, il fait appel à la «*grande vision et la méthode pragmatique*» des fondateurs de l'Europe: «*Elle reste valable*».

Dans un entretien croisé avec Schröder à la télévision allemande dimanche soir, le président français a donné déjà un avant-goût de ses propositions: l'élaboration rapide, d'ici «*un ou deux ans*», d'une «*Constitution européenne*» qui permette notamment de définir «*ce qui relève de l'Union, de la nation, du Land ou de la région*». Gerhard Schröder lui a fait écho, déclarant que «*à une perspective à moyen terme, l'Europe qui s'élargit devra avoir une base constitutionnelle commune*».

Même avec un protocole allégé, la visite d'Etat a compté hier encore nombre d'étapes obligées: déjeuner et dîner avec le président allemand, visite à la mairie de Berlin, dépôt de gerbe au monument aux victimes des guerres et de la terreur, et photo à la porte de Brandebourg. Autant d'occasions de remarquer «*l'accueil particulièrement agréable et chaleureux des Berlinoises*»: «*J'ai vu des gens sur les trottoirs qui ont le sourire, qui disent bonjour gentiment*», a confié Chirac. Ce n'est pas partout pareil. Depuis son passage, tout va décidément mieux dans la relation franco-allemande.

GILLES BRESSON

et LORRAINE MILLOT

## Bayrou dévoile son projet de Constitution européenne

La droite française rivalise d'ardeur pour la rédaction d'une Constitution européenne. Grillé de dix jours par ses amis du RPR, le leader de l'UDF François Bayrou a présenté hier son projet de charte fondamentale pour l'UE. Un texte de 27 pages, avec un préambule et 40 articles, à la différence du projet dont Alain Juppé et Jacques Toubon ont dévoilé les grandes lignes au *Figaro* dès le 16 juin, mais qui n'existe pas encore sur le papier.

L'UDF, qui avait fait cavalier seul, sur sa ligne fédéraliste, aux élections européennes de juin 1999, reprend dans le document présenté hier ses trois grands credos habituels: un président de l'Europe élu au suffrage universel pour cinq ans, la transformation de la Commission en véritable gouvernement et la constitution d'un parlement bicaméral, avec d'une part le Parlement européen, représentant les peuples et d'autre part un «*Conseil des Etats*», représentant les pays. Après débat, ce texte devrait être formellement accepté par l'UDF en octobre, selon François Bayrou, qui souhaite que le sommet des Quinze à Nice, en décembre prochain, «*lance le processus d'adoption d'une Constitution*», à finir si possible «*avant 2003*». Comme le souligne Bayrou, la «*grande différence*» entre son texte et celui des deux anciens ministres RPR, est que leur président de l'Europe ne serait pas élu par les peuples, mais désigné (pour 30 mois) par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union.

N. D.